

ERICCIOTTI

Chers amis, chers compagnons,

Le 18 septembre dernier nous étions rassemblés lors des **formidables universités d'été d'Oser La France à Lourmarin**. À cette occasion, j'ai pu présenter devant votre mouvement et vos militants ma candidature et les grandes lignes de mon projet pour la France.

L'enthousiasme que vous avez manifesté à mon égard m'a profondément touché et a renforcé ma détermination. Nous avons tant en partage.

Aux côtés de mes amis **Julien Aubert**, Guy Teissier, Valérie Boyer, Sébastien Meurant, Patrice Verchère, Thibault Bazin, Xavier Breton, Bernard Brochand, Stéphane Viry, Philippe Gosselin, Yves Hemedinger, Jean-Luc Reitzer, Bérengère Poletti, Bernard Fournier, **nous nous battons au Parlement pour les mêmes idées, pour le gaullisme, pour la souveraineté, pour la République**. Je me bats au quotidien à leurs côtés contre le macronisme et pour nos idées, pour cette **certaine idée de la France que nous avons en partage**.

C'est avec une grande attention que j'ai lu **"Le 15 de France" et les 15 propositions portées par votre mouvement dans le cadre de l'élection présidentielle**. Ce travail d'une très grande qualité traduit le sérieux tout à fait remarquable de votre démarche. J'ai été frappé par la **symétrie de notre constat, de nos valeurs et de notre projet**.

C'est pour cela que **je m'engage aujourd'hui à reprendre l'intégralité de vos 15 propositions. Sans aucune condition, sans aucune modification, ni aucun amendement**.

Je m'engage solennellement par ce courrier à faire de votre projet le mien. Intégralement.

Je vous propose un pacte de clarté, d'idées et de valeurs pour le 1er tour de l'élection de notre candidat au congrès des Républicains. Ensemble, formons un bloc uni autour de la fidélité et des idées fortes que nous avons en partage.

Notre famille a besoin de clarté, de vérité et de courage. Je suis le seul candidat à cette élection à s'engager sur une ligne claire : aucune alliance, aucune compromission avec le macronisme, ni aujourd'hui, ni demain.

Comme Julie Aubert, je suis le seul candidat au congrès des Républicains à ne pas avoir voté Emmanuel Macron en 2017. J'en suis fier.

J'étais avec Julien Aubert, Guy Teissier, Valérie Boyer et tant d'entre vous au Trocadéro aux côtés de François Fillon. Je suis, là encore, le seul candidat au congrès à avoir été présent ce jour-là.

C'est l'assurance de ma solidité, de ma clarté et la certitude de choisir un candidat au Congrès qui ne sera pas, demain, sensible au macronisme.

À travers ce pacte de clarté, d'idées et de valeurs, je m'engage avec vous sur les convictions. Sur les idées avant les hommes, les convictions avant les ambitions personnelles.

Ensemble, formons un bloc de parlementaires, de cadres, d'élus et de militants engagés pour défendre nos idées. Ce 1er tour doit être celui de la clarté. Formons ensemble une offre claire devant les militants, plus cette offre sera haute le soir du 1er tour plus elle pèsera sur la ligne de l'élection présidentielle. **Cette élection doit rester fidèle à la ligne idéologique partagée par l'immense majorité de nos militants.**

Vous aurez dans cette élection une place centrale et d'avant garde pour porter ensemble cette campagne. **Je vous appelle à faire ce choix de la clarté. Mes concurrents sont des amis mais nous ne partageons pas toujours les mêmes convictions. Ils sont notamment opposés à une Europe des Nations,** à la primauté de notre constitution sur les directives européennes, je suis le seul candidat sur cette ligne, eux préfèrent une mutualisation des souverainetés ou une Europe de la défense. Je refuse catégoriquement ces deux options.

Je respecte profondément leurs convictions mais j'entends défendre avec vous celles d'une droite majoritaire au sein de la base militante.

Je vous tends la main et vous propose de construire ensemble l'avenir d'une droite de convictions, la seule à même de rebâtir la France. Le seul vote utile, c'est celui des convictions, pas des calculs.

Ce n'est pas en faisant mieux ou plus fort que ce qu'Emmanuel Macron a fait que nous réussirons, mais en changeant radicalement de logiciel et de cadre.

Fidèlement



Eric Ciotti

Mon engagement sur les 15 de France d'Oser la France

- Reprise intégrale des propositions -

1. LE FRANÇAIS, GRANDE CAUSE NATIONALE

“Faire de l'apprentissage du français et des fondamentaux une grande cause nationale, notamment en renforçant les apprentissages fondamentaux du primaire (lire, écrire, compter, pratique culturelle collective, connaissance de l'Histoire et de la Géographie), en insistant sur l'instruction civique et en proposant d'instaurer sur la base du volontariat pour les établissements un examen de français à l'entrée en 6e ainsi qu'une année intercalaire entre le CM2 et la 6e de renforcement en français.”

L'école républicaine est le ciment de notre excellence, de l'égalité par le mérite et de la transmission de notre civilisation aux générations suivantes. Depuis mai 68, l'école a progressivement perdu son rôle hérité des hussards noirs de la République pour céder aux revendications communautaires, à réduire l'enseignement des fondamentaux au profit d'enseignements secondaires voire de théories radicales et dangereuses comme la théorie du genre.

Cette dérive a provoqué l'effondrement du niveau de l'école. 20 % des jeunes de 16-25 ans sont en difficulté de lecture, les collégiens français de 4e sont les plus mauvais de l'Union européenne et de l'OCDE, leur capacité à interpréter un texte informatif a chuté de 21 %.

- Je restaurerai l'autorité à l'école ainsi que l'enseignement prioritaire des fondamentaux
- Je renforcerai la transmission de notre histoire et de notre civilisation au détriment de théories qui n'ont pas leur place à l'école et de la glorification inadéquate des langues et cultures dites d'origine.

2. UN RÉFÉRENDUM POUR TRANCHER NOTRE AVENIR

“Proposer un référendum sur une réorientation des principes de la politique migratoire avec notamment : le principe d'un moratoire dans l'accueil des étrangers pour assimiler les présents, l'abolition du droit du sol, la fin du regroupement familial, une révision du droit d'asile en ajoutant la conditionnalité de ne pas avoir commis de crime ou de délit, le renforcement de l'aide publique au développement, des quotas pour l'immigration économique et la mise en place de formations professionnelles pour les mineurs étrangers qui viennent en France avant leur renvoi dans leur pays.”

L'immigration est entrée depuis les années 1960 dans une phase inédite d'immigration de masse. Cette immigration record, que le Président Giscard d'Estaing comparait à une invasion, met en danger notre cohésion sociale, notre paix civile.

Elle empêche toute intégration et encore plus toute assimilation des étrangers à la communauté nationale. Je sortirai la France de l'immigration de masse en

proposant aux Français en juin 2022 un référendum sur une réorientation des principes de la politique migratoire.

- Expulsion de tous les délinquants et criminels étrangers, retour de la double peine. Restaurer le délit de séjour illégal
- Restaurer le droit du sang et abolir le droit du sol.
- Abroger le regroupement familial y compris celui qui vise à faire venir les parents et la fratrie d'un mineur isolé.
- Instaurer des quotas et des plafonds migratoires réduits au plus strict minimum, conditionnalité d'absence de casier judiciaire pour le droit d'asile.
- Sortir de l'espace Schengen et re négocier pour nous protéger de l'immigration de masse.
- Sortir des accords d'Evian et de la Convention de 1968 qui donnent des privilèges migratoires inacceptables à l'Algérie.
- Supprimer l'Aide Médicale d'État.
 - Renforcement de l'aide publique au développement.
 - Rétablir l'assimilation, vérifier dans le pays d'origine la capacité à l'assimilation d'un candidat à l'immigration. Exiger un serment de loyauté à la France pour tout nouveau naturalisé.

3. RAPPELER LA SUPÉRIORITÉ DE LA CONSTITUTION

“Il faut rappeler la supériorité de notre constitution sur les sources externes et jurisprudentielles (traités et juges). Nous proposons d'inscrire dans notre constitution le principe de supériorité de celle-ci aux traités internationaux et au droit européen et définir la notion d'identité constitutionnelle de la France pour que le juge puisse invalider des dispositions européennes trop éloignées de notre identité ou de nos pratiques politiques. De la même manière, la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme doit être écartée pour les questions relatives au terrorisme, à l'immigration ou à la sûreté nationale, en accord avec l'esprit de nos autres propositions.”

L'Europe n'est grande et utile que si elle sert les intérêts de la France, la sécurité et la prospérité des Français. Hélas, depuis trop longtemps l'Union européenne impose des normes et directives contraires à nos intérêts. La dérive fédéraliste de l'Europe doit cesser pour retrouver l'esprit gaullien d'une Europe des nations.

Je défendrai la souveraineté nationale et l'intérêt de la France. L'Europe n'a plus à être un censeur idéologique des nations encore moins l'organe de propagande

d'une forme de pensée unique. Oui à l'Europe mais une Europe européenne où la France conduit son destin de grande nation. Non à une France vassale, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain.

- Retrouver notre souveraineté nationale en quittant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.
- Réécrire l'article 55 de notre Constitution pour rendre notre Constitution supérieure aux directives européennes et traités internationaux.
- Mettre fin définitivement au processus d'adhésion de la Turquie à l'Europe.
- Mettre fin au mécanisme des travailleurs détachés.
- Garantir que la Défense reste une prérogative nationale.

4. POUR L'INTERDICTION DU VOILE

“Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en interdisant les signes discriminatoires et d'infériorisation de la femme comme le voile islamique dans tous les établissements publics, para-étatiques ou assimilés, pour les agents et les usagers, afin de dépolitiser l'espace collectif. Pour assurer la neutralité du service public scolaire, interdire également le port du voile des accompagnateurs scolaires.”

L'islamisme qui nous a déclaré la guerre a fait 270 morts en France depuis 2012. Cette guerre contre l'islamisme est la guerre de notre génération, c'est la guerre du siècle. Les islamistes refusent la République, refusent la France et refusent nos lois et nos valeurs. Chaque jour ils testent notre résistance pour avancer leur pion, conquérir de nouvelles âmes et séparer des territoires du reste de la France.

Cette guerre, il faut avoir le courage de la mener. Je refuse le laxisme et la pudeur qui donnent chaque jour de la force à notre ennemi.

- Interdire le voile islamique pour les mineurs, dans les bureaux de vote et les services publics, pour les accompagnants scolaires, à l'université.
- Interdire le burkini dans les piscines publiques et sur les plages.

5. RESTAURER L'UNIVERSALITÉ DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET RESPONSABILISER LES PARENTS

“Mener une politique résolument favorable aux familles en restaurant l'universalité des allocations familiales (sans condition de revenu). Revoir le traitement fiscal de la famille pour alléger la charge fiscale lorsque les deux parents travaillent. Des sanctions pourront être mises en place pour les familles n'inculquant pas volontairement à leurs enfants les règles

fondamentales de vie en société, les valeurs de citoyenneté, de solidarité et de respect de l'autorité légitime.”

La famille forme le cœur battant, la cellule de base de la société. C'est le lieu premier de la transmission et de l'épanouissement. Pour renforcer le pouvoir d'achat des familles mais aussi la natalité, je défends une grande politique familiale.

- Rétablir l'universalité des allocations familiales, pour rendre son efficacité à notre politique familiale (sans condition de revenu).
- Relever le plafond du quotient familial à 3000 € pour réduire l'impôt sur le revenu des familles

L'augmentation des crimes et délits perpétrés par des mineurs traduit la faillite des politiques de laxisme qui gouvernent depuis trop longtemps. Des adolescents de plus de 16 ans qui commettent des actes d'une rare violence doivent être condamnés comme des majeurs. Les parents doivent être responsabilisés, leur responsabilité dans la dérive de ces jeunes délinquants est immense.

- Abaisser la majorité pénale à 16 ans face pour les mineurs délinquants.
- Rétablir la “loi Ciotti” qui supprime les allocations familiales pour les parents dont les enfants ne respectent pas les valeurs de la République.
- Rétablir la “loi Ciotti” prévoyant un encadrement de type militaire pour les mineurs délinquants.
- Rétablir la “loi Ciotti” de 2011 sur la suppression des allocations familiales pour les parents d'élèves absentéistes abrogée par les socialistes en 2013.
- Rendre pénalement responsables les parents de mineurs auteurs d'infractions, deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende le fait par le père ou la mère de laisser son enfant mineur, lorsque celui-ci a été poursuivi ou condamné pour une infraction, violer les interdictions et les obligations auxquelles il est soumis.

6. RESTAURER LA VE RÉPUBLIQUE ET NOTRE DÉMOCRATIE

“Instaurer le septennat présidentiel non renouvelable pour décorrélérer le temps présidentiel et législatif et ainsi redonner son rôle au Parlement. Opérer une refonte de l'autorité (et non du pouvoir) judiciaire. Cette grande réforme de la justice engloberait la question de la responsabilité des juges (mise en œuvre de la responsabilité pour faute simple de la fonction de juger), une refonte du Conseil supérieur de la magistrature (avec une majorité de

non magistrats et la présence de parlementaires honoraires comme membres de droit) et un renforcement des moyens pour permettre une application réelle des peines.”

La Vème République fondée par le Général de Gaulle a donné à notre pays la plus longue période de stabilité institutionnelle depuis l’Ancien régime. Notre régime est celui qui convient le mieux au peuple français, mais il subit depuis plusieurs années une dérive qui fragilise sa pérennité. Je rendrai à nos institutions leur esprit originel.

Renforcer et retrouver l’esprit de nos institutions voulu par le Général de Gaulle :

- Rétablir la possibilité d’exercer un mandat parlementaire pour les maires et élus locaux afin de ne pas couper le mandat législatif du terrain.
- Retrouver l’efficacité et l’esprit de la Vème République en instaurant un septennat présidentiel renouvelable une fois.
- Réhabiliter les référendums et y avoir recours très fréquemment comme c’est le cas en Suisse afin de renforcer la souveraineté populaire et la démocratie directe tout en rendant sa crédibilité à la parole publique.
- Supprimer le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et attribuer ses compétences au Sénat.

7. UN AUTRE CAPITALISME QUI VALORISE L’HUMAIN ET REVALORISE LE TRAVAIL

“La globalisation a entraîné une pression sur les salaires à la baisse. Face à cela, nous souhaitons instaurer un véritable intéressement des travailleurs à la vie économique de leur pays. Nous appelons à une baisse de l’impôt sur les sociétés pour les entreprises acceptant de mettre en place des accords ambitieux de partenariat entre les salariés et les actionnaires avec la distribution d’actions et de dividendes aux salariés : ces accords permettraient une sur-rémunération, liée au capital, qui serait ainsi versée aux salariés et permettrait un meilleur partage de la valeur ajoutée et une augmentation du pouvoir d’achat.”

Il est temps de porter une véritable rupture fiscale en diminuant le poids des impôts pour relancer l’économie et le travail.

Pour encourager le travail, je mettrai fin au totem des 35 heures, j’exonérerai sans limite les heures supplémentaires, je réduirai les allocations chômage dans le temps et m’attaquerai avec force aux normes et aux charges qui handicapent nos entreprises.

- Supprimer la TVA qui s’applique sur la taxe sur les carburants, une taxe sur la taxe injuste.

- Supprimer les 35 heures et revenir aux 39 heures payées 38 heures dans la fonction publique.

Permettre aux entreprises de sortir des 35 heures et de fixer elles-mêmes, par le dialogue social, le temps de travail qu'elles souhaitent appliquer.

- Exonérer d'impôts les heures supplémentaires sans limites. À l'heure actuelle, ces dernières le sont jusqu'à 5000€.
- Réduire de 20% les allocations chômage au bout de 12 mois, puis de nouveau de 20% au bout de 18 mois.
- Établir un plafond d'aides sociales cumulées (hors politique familiale) équivalent à 66% d'un SMIC, refonder le RSA qui ne remplit pas son rôle de retour vers le travail.
- Alléger le poids des normes et des contraintes pesant sur les PME en les alignant sur les normes européennes si elles sont plus souples.
- Imposer des contreparties au RSA en travail d'utilité collective. Création d'une allocation unique regroupant plusieurs prestations existantes (RSA, allocations logement). Combattre l'assistanat.
- Baisse de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises acceptant de mettre en place des accords ambitieux de partenariat entre les salariés et les actionnaires avec la distribution d'actions et de dividendes aux salariés

La France est l'un des pays au monde où la transmission du patrimoine en ligne directe entre parents et enfants est la plus taxée au monde. L'impôt sur les successions et les donations représente un impôt sur la mort profondément injuste qui vient taxer le fruit d'une vie de travail. Le système actuel est contre productif car il concentre la capacité d'investissement dans les mains d'héritiers âgés au détriment de la jeunesse qui débute dans la vie.

Mon projet défend puissamment la transmission, je supprimerai ces impôts pour faire circuler le patrimoine plus facilement vers les générations qui en ont besoin. Je laisserai l'argent circuler dans la sphère privée et protégerai les petits patrimoines. Il est temps de redonner de la force à la transmission à la filiation. À ce beau mot de propriété, à cette belle notion d'héritage.

- Supprimer l'impôt sur les successions en ligne directe (plafond à 5 millions d'euros).
- Supprimer l'impôt sur les donations en ligne directe.

- Exonération des droits de succession et de donation d'entreprises en ligne directe conditionnée à la continuité de l'activité.
- Exonérer les donations entre grands-parents et petits-enfants jusqu'à 150.000 euros.
- Diminuer à 5 ans le renouvellement périodique des abattements sur les donations.
- Sortir la résidence principale du patrimoine taxable au titre de l'Impôt sur le Fortune Immobilière.

8. ADOPTER UNE NOUVELLE PPE ET REVALORISER L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

“Adopter une nouvelle Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en nous donnant comme objectif principal la diminution du recours aux hydrocarbures. Elle inclurait un plan de relance du nucléaire en France, filière industrielle dans laquelle notre pays est historiquement en pointe, avec la prolongation ou le renouvellement des centrales nucléaires existantes (construction de nouveaux EPR), un moratoire sur l'éolien terrestre et en mer posé, et une reventilation des aides publiques sur les ménages modestes pour abaisser au maximum le coût de la transition écologique.”

Le dérèglement climatique ne cesse de renforcer et de frapper notre quotidien : inondations, feux de forêt, dégradation de la qualité de l'air. Notre siècle sera celui de la protection de notre environnement, trop longtemps abîmé, négligé et aujourd'hui en danger.

Mais protéger la planète ne doit pas rimer avec extrémisme, décroissance et anti capitalisme. Seuls l'investissement, le progrès et la science permettront à notre société de relever le défi de la transition écologique.

Je m'engage pleinement sur cette voie qui passera avant tout par le renforcement de la filière nucléaire démantelée par Emmanuel Macron qui s'attaque à une filière d'excellence française, énergie propre et garante de notre indépendance énergétique.

- Sauvegarder notre indépendance énergétique bâtie par le Général de Gaulle en renforçant le nucléaire avec six nouveaux EPR, prolonger la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans.
- Mettre en place un grand plan national de développement des énergies propres (hydrogène et électrique) dans le transport naval, routier et aérien. Faire de la France le leader mondial de l'hydrogène par le lancement d'un grand plan hydrogène.

- Instaurer une taxe carbone à la frontière de l'Union européenne pour taxer les États pollueurs qui ne respectent pas les mêmes normes environnementales que nous et nuisent à l'emploi local.
- Préserver les paysages, moratoire sur l'éolien qui défigure nos territoires, préserver nos traditions locales et nos fêtes traditionnelles.

Déclarer les barrages hydrauliques français patrimoine national et s'opposer à leur mise en concurrence.

9. DÉFENDRE LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

Mettre en place une véritable défense du droit de propriété, pourtant consacré par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Il s'agirait de créer un délit d'appropriation du bien d'autrui permettant une réponse pénale vis-à-vis des squatteurs et des locataires indélicats de mauvaise foi, ce qui permettrait de rééquilibrer la relation entre propriétaires et locataires et d'inciter à l'accession à la propriété.

Rendre les squats inviolables et la propriété privée sacrée :

- Aligner le régime applicable aux domiciles aux résidences secondaires.
- Supprimer l'exigence pour le propriétaire de prouver l'introduction dans le domicile à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contrainte pour qu'une expulsion puisse intervenir.
- 3 ans de prison et 30.000 euros d'amende pour les squatteurs.

10. ADOPTER UN PLAN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 2027

Lancer un plan prévisionnel, mettant en œuvre une politique ambitieuse de reconquête des territoires, pilotée par le Premier ministre via la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), avec une politique d'investissement dans les territoires ruraux où les taux de chômage sont les plus élevés, une politique de soutien à l'investissement agricole et la création de zones franches rurales. Il serait accompagné d'un plan de défiscalisation destiné à accompagner l'installation des jeunes praticiens de santé ou de professions réglementées dans les territoires ruraux et d'un volontarisme d'État pour flécher l'installation des grandes entreprises dans les territoires les moins bien dotés économiquement.

Nos territoires sont l'âme de la France. Ils doivent bénéficier d'oxygène et d'autonomie. Chaque village est le cœur battant de notre démocratie, hélas une France jugée périphérique a depuis trop longtemps été délaissée rendant indispensable la conduite d'une action spécifique en faveur des centre-bourgs et des territoires périurbains, afin de les rendre plus attractifs. et sûrs face à la montée de l'insécurité.

- Garantir un déploiement du numérique à tous les Français en très haut débit, véritable oxygène pour la ruralité.
- Plan de défiscalisation destiné à accompagner l'installation des jeunes praticiens de santé ou de professions réglementées dans les territoires ruraux et d'un volontarisme d'État pour flécher l'installation des grandes entreprises dans les territoires les moins bien dotés économiquement.

11. POUR UN PROTECTIONNISME D'ÉQUILIBRE

L'intérêt national doit à nouveau être mis au premier plan. Nous souhaitons l'instauration d'un protectionnisme d'équilibre aux frontières (droits de douane pour venir compenser des différences objectives de niveau social ou écologique entre deux pays afin de rééquilibrer les relations commerciales) et une renégociation des traités européens pour mettre fin à la compétence exclusive de l'Union européenne sur les traités de libre-échange. Le modèle actuel prôné par l'UE (marchés ouverts, liberté des flux de capitaux et marchandises) nous place en position de faiblesse face à des puissances comme les États-Unis ou la Chine qui affirment leur souveraineté.

L'Europe n'est grande et utile que si elle sert les intérêts de la France, la sécurité et la prospérité des Français. Hélas, depuis trop longtemps l'Union européenne impose des normes et directives contraires à nos intérêts. La dérive fédéraliste de l'Europe doit cesser pour retrouver l'esprit gaullien d'une Europe des nations.

Je défendrai la souveraineté nationale et l'intérêt de la France. L'Europe n'a plus à être un censeur idéologique des nations encore moins l'organe de propagande d'une forme de pensée unique. Oui à l'Europe mais une Europe européenne où la France conduit son destin de grande nation. Non à une France vassale, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain.

- Retrouver notre souveraineté nationale en quittant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.
- Réécrire l'article 55 de notre Constitution pour rendre notre Constitution et nos lois supérieures aux directives européennes et traités internationaux en matière d'immigration
- Mettre fin définitivement au processus d'adhésion de la Turquie à l'Europe.
- Mettre fin au mécanisme des travailleurs détachés.
- Garantir que la Défense reste une prérogative nationale.

12. METTRE FIN À LA LOGIQUE COMPTABLE

Débureaucratiser le système de santé pour réallouer les budgets vers le soin et soulager le monde médical. Lancer un grand plan de rénovation des hôpitaux publics, revaloriser financièrement les métiers du secteur sanitaire et social avec une augmentation du temps de travail mais rémunérée au taux horaire majoré après 18h et les week-ends. Organiser le retour des hôpitaux de proximité et d'une médecine de proximité/libérale dans les territoires.

La pandémie et ses conséquences ont mis en lumière l'effondrement de notre système de santé. Où est passé le meilleur système de santé au monde ? La France possède le record du monde de la dépense de protection sociale par rapport à la richesse nationale et pourtant la France pays de Pasteur est le seul pays du conseil de sécurité de l'ONU qui n'a pas été capable de produire de vaccin. En 2020 nos soignants n'avaient pas de masques de protection, pas de blouses. Nos déserts médicaux ne cessent de croître.

J'appelle à débureaucratiser la Santé, à faire le pari de l'Autonomie et de la liberté.

- Lutter contre les déserts médicaux :
 - Doubler le nombre de médecins formés.
 - Développer les maisons médicales et les structures d'urgences pour les premiers soins.
- 30 milliards d'euros pour la recherche. Lancer un Plan Alzheimer et un Plan Cancer pour lutter contre ces maladies.
- Réaffecter les moyens administratifs vers l'opérationnel. Dans la santé plus d'un quart des personnels occupe des fonctions administratives. Débureaucratiser les hôpitaux qui seront dirigés par des médecins et redonner l'autonomie aux chefs des services pour recruter le personnel, acheter des équipements, réorganiser le service, mener des projets...
- Revaloriser la médecine libérale et abroger l'article 83 de la loi Touraine sur l'obligation d'appliquer le tiers payant, pour ne pas alourdir encore davantage les tâches administratives des médecins et leur redonner du temps médical au service des malades.
- Rétablir l'égalité sociale dans l'accès aux soins en matière de reste à charge entre ceux qui cotisent et ceux qui ne cotisent pas à la Sécurité sociale.

13. SANCTUARISER NOS CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES

“Sanctuariser financièrement notre effort budgétaire au plan militaire mais aussi protéger l'ensemble des industries nationales de la France prenant part aux activités de Défense (base industrielle et technologique de défense), notamment en mettant fin aux projets de coopération européens qui transfèrent unilatéralement notre savoir-faire (scaf, char de combat franco-allemand). Refuser d'appliquer les directives et jurisprudence qui nient la

spécificité militaire (application du droit du travail dans les armées ; projet de directive sur les rapports de durabilité des entreprises - Corporate Sustainability Reporting Directive - qui entend s'appliquer au financement de l'industrie d'armement).”

Notre Défense nationale est la première garantie de notre indépendance nationale et de notre sécurité collective. Dans un monde de plus en plus dangereux et l'émergence de puissances hostiles comme la Turquie ou la Chine, la France doit renforcer ses capacités de projection et les moyens alloués à sa Défense. Comme l'écrivait le Général de Gaulle «la Défense, c'est la première raison de l'État. Il n'y peut manquer sans se détruire.»

- Porter le budget de la Défense à 45 milliards d'€ d'ici la fin du prochain quinquennat pour faire face à nos engagements en OPEX et pour achever la modernisation de nos équipements.
- Porter notre force opérationnelle terrestre projetable à 82 000 hommes (au lieu de 77 000) pour sanctuariser le niveau d'engagement de nos troupes sur les théâtres d'opérations extérieures.
- Consolider les efforts entrepris dans le domaine numérique pour créer une cinquième armée chargée de la défense dans l'espace numérique.
- Construction d'un deuxième porte-avion nucléaire pour assurer une présence permanente d'un porte-avion nucléaire français.

14. RENDRE LE TRAVAIL PLUS ATTRACTIF

“Établir un plafond d'aides sociales cumulées (hors politique familiale) équivalent à moins d'un SMIC, refonder le RSA qui ne remplit pas son rôle de retour vers le travail. Rétablir l'égalité sociale dans l'accès aux soins en matière de reste à charge entre ceux qui cotisent et ceux qui ne cotisent pas à la Sécurité sociale.”

Pour encourager le travail, je mettrai fin au totem des 35 heures, j'exonérerai sans limite les heures supplémentaires, je réduirai les allocations chômage dans le temps et m'attaquerai avec force aux normes et aux charges qui handicapent nos entreprises.

- Établir un plafond d'aides sociales cumulées (hors politique familiale) équivalent à 66% d'un SMIC, refonder le RSA qui ne remplit pas son rôle de retour vers le travail.
- Imposer des contreparties au RSA en travail d'utilité collective. Création d'une allocation unique regroupant plusieurs prestations existantes (RSA, allocations logement). Combattre l'assistanat.

15. POUR LA SOUVERAINETÉ DANS LE DOMAINE NUMÉRIQUE

Garantir la sécurité de nos données, promouvoir la conservation des données en France et créer une carte d'identité numérique souveraine.

Consolider les efforts entrepris dans le domaine numérique pour créer une cinquième armée chargée de la défense dans l'espace numérique.

- La fraude sociale représente entre 15 et 45 milliards d'euros chaque année.
- Lutter contre la fraude est un enjeu financier mais également une exigence de justice sociale, en particulier envers les bénéficiaires légitimes des allocations.
- Instaurer une carte vitale biométrique pour éviter les trafics notamment depuis les pays du Maghreb.
- Augmenter les moyens alloués aux contrôles